Quel est l'impact du coût du travail sur la compétitivité ?

Des chefs d'entreprise et des responsables politiques français et européens ont débattu sur les moyens de renouer avec la croissance

Trois candidats à l'élection présidentielle le même jour devant une même assistance sur un même thème, c'est le pari réussi par *Le Monde* et l'Association française des entreprises privées (AFEP), pour aborder la question de la compétitivité de la France et de l'Europe. François Hollande, François Bayrou et Nicolas Sarkozy se sont succédé, sans se croiser, au Carrousel du Louvre mardi 13 mars, pour tenter de se faire comprendre d'un auditoire très inquiet de la surenchère fiscale apparue dans la campagne électorale (*Le Monde* du 15 mars, et le supplément « Le Monde Economie » du 13 mars).

De nombreux chefs d'entreprise, venus plaider la baisse des dépenses publiques, en ont été pour leur frais, même si les trois têtes d'affiche partagent l'objectif de réduction à néant du déficit public.

Quant à la compétitivité, le constat est unanime. *« C'est l'un des mérites de cette campagne électorale »*, a souligné Maurice Lévy, le président de l'AFEP (et patron de Publicis). Mais les solutions divergent.

En revanche, l'idée d'une stratégie industrielle d'Etat fait, elle, son retour, sans pour autant parler de « planification ». Dans ce contexte, l'économiste Philippe Aghion a estimé nécessaire de *« revoir la gouvernance de la politique industrielle »* afin de raisonner par secteur économique et non par entreprise. *« Des aides publiques seraient dans ce cas légitimes car elles seraient pro-concurrence. »*

Jacques Aschenbroich, le directeur général de l'équipementier automobile Valeo, a pour sa part rappelé que la fiscalité du travail et des entreprises n'était pas un sujet théorique. *« Pour 3 milliards d'euros de chiffre d'affaires que nous produisons en France, nous versons 650 millions de salaires, et près de 500 millions de charges sociales et d'impôts. Si cette base de production était allemande, nous économiserions sur les deux tableaux, les salaires et les impôts. »*

Le patron d'Alstom, Patrick Kron, a, lui, martelé la nécessité d'une *« réciprocité dans l'accès aux marchés publics »*, en soulignant l'exemple du Japon, dont le marché des transports est totalement fermé. ■

JEAN-BAPTISTE JACQUIN

Le candidat-président se moque du « Monde »

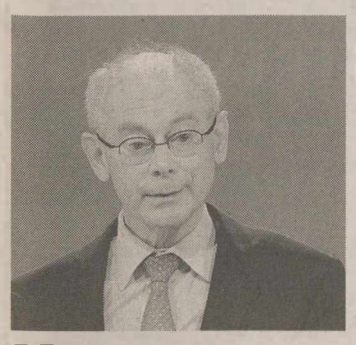
Nicolas Sarkozy a multiplié les piques à l'égard du *Monde* et de son directeur, Erik Izraelewicz, dont il a cité le nom une bonne dizaine de fois à ce colloque. *« Il n'y a pas d'un côté ces pauvres candidats qui ne seraient pas à la hauteur et de l'autre cette institution qu'est* Le Monde *qui porterait les débats »*, a-t-il lancé d'entrée de jeu. A une question sur la taxe sur les exilés fiscaux, le candidat-président répond : *« C'est quand même plus intelligent qu'une taxe à 75 % dont on précise deux jours après qu'elle ne rapportera rien et qu'elle a vocation à être symbolique »*, puis ajoute : *« Je ne parle pas d'un de vos collaborateurs... je parle de François Hollande. »*

Mario Draghi

Président de la Banque centrale européenne

Pour sa première intervention publique en France depuis sa nomination à la tête de la BCE en novembre, Mario Draghi a voulu *« distinguer deux concepts pour la zone euro : sa compétitivité externe globale au sein de l'économie mondialisée et la compétitivité interne des différents pays au sein de la zone euro »*. Si pour la première le *« bilan est positif »*, *« un examen de la compétitivité au sein de la zone euro révèle des écarts substantiels entre les pays qui la composent »*. Et d'expliquer que le rétablissement de leur compétitivité est *« vital »* pour la prospérité de ces pays et la stabilité de toute l'union monétaire. Pour assurer ce rééquilibrage, *« des politiques permettant une réactivité satisfaisante des salaires et des prix et un renforcement de la productivité sont essentiels »*, a expliqué M. Draghi. Il convient dès lors de profiter de l'actuelle *« phase de stabilisation financière »* pour *« progresser sur la voie des réformes économiques »*. ■

BENOÎT TESSIER/REUTERS

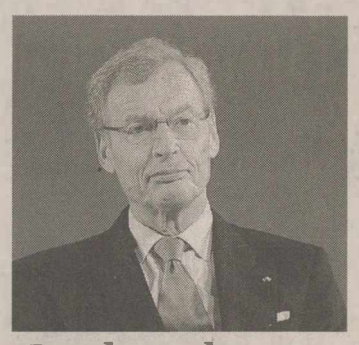


Herman Van Rompuy

Président du Conseil européen

Pour M. Van Rompuy, *« la compétitivité n'est pas un but en soi »*. Elle n'a de sens qu'au bénéfice des emplois, de la croissance et d'un modèle social, *« même réformé »*. Il reconnaît le besoin d'un lien fort entre salaire et productivité, mais *« l'Europe pourrait fermer boutique si son salut ne dépendait que de la compétitivité du coût du travail »*. *« Nos atouts résident dans notre compétitivité hors prix, c'est vers cela que nous devons concentrer tous nos efforts. »* *« L'innovation, la formation, le partage d'expériences et le développement du marché intérieur »* sont prioritaires. *« Nous devons être le continent de la qualité. »* Or les entreprises européennes investissent deux fois moins dans la recherche que les américaines. Les nombreuses petites entreprises, *« qui sont un atout »*, devraient être davantage aidées pour *« investir et exporter »*. ■

BENOÎT TESSIER/REUTERS

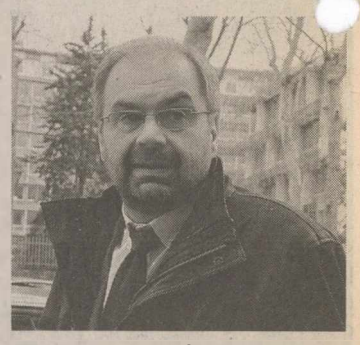


Gerhard Cromme

Président du conseil de surveillance de Thyssen-Krupp et de Siemens

Gerhard Cromme ne veut pas entendre parler de « modèle allemand ». *« Il y a eu des expériences allemandes réussies et des expériences non réussies, nous ne sommes pas les premières de la classe »*. *« S'il y a un modèle en Europe, c'est le modèle scandinave ! »* Qu'a fait l'Allemagne pour retrouver la compétitivité qu'elle avait perdue il y a dix ans ? *« Le patronat et les syndicats ont regardé au début des années 2000, société par société, ce qu'il fallait restructurer, ce n'était pas une décision du gouvernement. »* L'intervention politique est ultérieure avec l'agenda 2010, *« dont le grand atout est d'avoir augmenté la flexibilité et diminué les coûts indirects du travail »*. *« Je ne pensais pas un jour devoir défendre la cogestion. Ça prend du temps, c'est parfois coûteux, mais cela donne une force considérable pour résoudre les crises. »* ■

JACQUES BRINON/AP



François Chérèque

Secrétaire général de la CFDT

François Chérèque récuse d'emblée l'image d'*« élites qui font dans l'entre-soi »*. *« Nous avons la responsabilité de moderniser et de réduire les inégalités dans notre pays »*, avertit-il. *« Les pays qui réussissent le mieux en Europe sont ceux où le dialogue social est le plus important, où les syndicats sont les plus forts. »* *« Qu'on puisse relancer ou gagner sa campagne demain contre l'Europe et contre l'ouverture de l'Europe »* s'inscrit, selon lui, contre la recherche de compétitivité. M. Chérèque souligne que la CFDT *« n'est gênée ni par le débat sur la compétitivité, ni par celui sur l'endettement des Etats »* mais que la question ne se réduit pas au coût du travail. *« L'innovation sociale, cela coûte cher mais cela rapporte gros »*, ajoute M. Chérèque, qui juge le bilan économique et social de M. Sarkozy *« globalement négatif »*. ■

GONZALO FUENTES/REUTERS

Fort de son idylle avec les marchés, Londres envisage de s'endetter à cent ans, voire à perpétuité

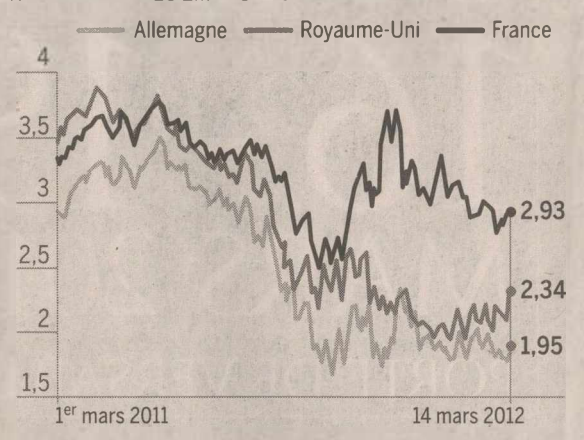
Il lui faudra convaincre les investisseurs étrangers, alors que déficit et inflation restent élevés

Le Royaume-Uni voit long, très long. Le ministre des finances britannique, George Osborne, étudie la possibilité de lancer des obligations remboursables dans cent ans, voire des emprunts perpétuels. Une consultation sur le sujet doit être annoncée lors de la présentation, le 21 mars, du budget 2012-2013.

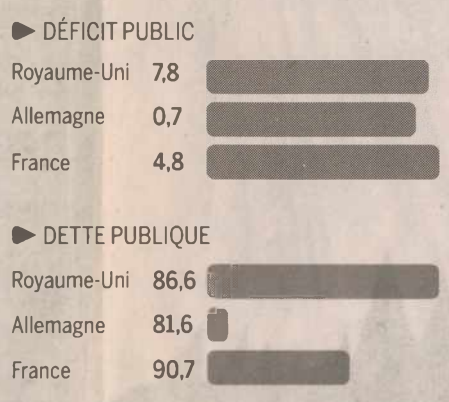
Londres cherche ainsi à tirer profit du statut de sanctuaire pour les fonds à la recherche d'un havre de paix que le Royaume-Uni a récemment acquis à la faveur de la crise de la zone euro. Les taux d'intérêt réclamés par les marchés à l'île d'Albion étant exceptionnellement bas, M. Osborne veut assurer sur très long terme un financement à bon compte.

Le Royaume-Uni s'endette à bas coût sur les marchés

RENDEMENT DES EMPRUNTS À DIX ANS



PRÉVISIONS POUR 2012, EN % DU PIB



SOURCE : BLOOMBERG ; FMI, JANVIER 2012

« C'est la responsabilité d'un gouvernement d'emprunter au taux le moins élevé possible, c'est donc une bonne décision avec des taux historiquement bas sur la dette souveraine du Royaume-Uni », affirme Philippe Booth, professeur à la Cass Business School, résumant le sentiment général.

Emettre des obligations sur une aussi longue période n'a rien d'inédit. Huit emprunts à cent ans voire perpétuels lancés par le passé par Londres sont toujours en cours, dont la valeur totale est estimée à 2 milliards de livres. Le plus ancien remonte à 1853, pour permettre à l'Etat d'acheter des titres de la South Sea Company, en difficulté après une bulle spéculative dite « South Sea Bubble ».

En 1917, pour financer le coût de la première guerre mondiale qui s'enlise, Lloyd George émet un emprunt perpétuel à 5 % l'an qui sera renégocié en 1932 à 3,8 %. *« Ce fut une excellente opération pour tout le monde »*, note Tim Leuning, professeur d'histoire économique à la London School of Economics.

Dans l'histoire financière récente, les emprunts obligataires à très longue maturité ont refait surface dans les années 1990, après un intermède de plusieurs dizaines d'années. Disney a ainsi levé des fonds à cent ans en 1993, suivi entre autres par l'université de Yale en 1996, l'Etat du Mexique en 2010, ou GDF Suez en 2011, la première entreprise à emprunter en euros sur une aussi longue durée.

Nouvel éclat

Londres a déjà une politique visant à étaler sur de longues périodes le remboursement de sa dette, d'un montant d'un peu plus de 1 000 milliards de livres. Actuellement, ses emprunts arrivent en moyenne à échéance dans quatorze ans, contre sept ans pour la France. Et, quand Paris avait fait sensation en 2005 en empruntant à cinquante ans, Londres lui avait immédiatement emboîté le pas, alors que les bons du Trésor américain ne vont pas au-delà de trente ans...

Les emprunts britanniques ont par ailleurs trouvé récemment un nouvel éclat quand les obligations libellées en euros ont brûlé les doigts des investisseurs. Les rendements des obligations en livres sterling à dix ans, les « Gilt », ont atteint en moyenne 3,003 % en 2011, un taux historiquement bas, passant même par moments sous la barre des 2 % et sous les taux des titres allemands. Jeudi matin, ils évoluaient autour de 2,33 %.

Mais la réflexion lancée par M. Osborne ne va pas sans poser de questions. Pour ces titres à cent ans voire perpétuels, le chancelier de l'Echiquier compterait sur les caisses de retraite et les fonds de pension britanniques, qui possèdent déjà un quart de la dette publique, mais ces derniers ont fortement souffert de la crise. Quant aux compagnies d'assurance-vie, la cible numéro un, elles sont sur le déclin au Royaume-Uni.

Restent les investisseurs étrangers, déjà les premiers détenteurs de la dette britannique au troisième trimestre 2011. Pour continuer à les séduire, Londres va devoir franchir certains écueils. D'abord les interrogations sur le AAA du pays, alors que Fitch a placé la note du pays sous « perspective négative » mercredi, comme Moody's un mois plus tôt.

Le déficit budgétaire devrait encore représenter 7,8 % du produit intérieur brut en 2012 d'après le Fonds monétaire international (après 8,6 % en 2011).

Et à cela s'ajoute l'inflation, qui pourrait faire redouter aux acheteurs potentiels que le Trésor n'utilise la hausse des prix pour réduire la charge de ses emprunts : la hausse des prix a certes ralenti dernièrement, mais elle atteignait encore en janvier 3,6 % sur un an. Les tenants de l'orthodoxie monétaire craignent aussi que la monétisation de la dette par la Banque d'Angleterre – qui a acheté presque 18 % de la dette publique – n'engendre in fine une spirale inflationniste.

Autant d'interrogations qui avaient suscité une vive polémique entre Paris et Londres, quand François Fillon avait invité les agences de notation, en décembre, à s'intéresser au Royaume-Uni plutôt qu'à la France. *« Une fois la crise de l'euro apaisée, les marchés se pencheront sur le Royaume-Uni*, expliquait un proche de Nicolas Sarkozy peu après la perte du AAA français. *Et ce jour-là ils le tueront. »* ■

CLÉMENT LACOMBE ET MARC ROCHE (À LONDRES)

Un cadre démissionnaire de Goldman Sachs dénonce un environnement « toxique » et « destructeur »

Greg Smith, en poste à Londres, travaillait sur les produits dérivés

New York
Envoyée spéciale

La première règle que l'on apprend chez Goldman Sachs, c'est de se taire. Mercredi 14 mars, à la veille de son départ de la banque, Greg Smith a « désobéi ». Avec éclat. Dans une tribune au *New York Times*, qui, en quelques heures, a fait le tour de la planète, l'*ex-executive director* a fait part de sa rancœur envers la firme la plus admirée et la plus haïe de Wall Street.

« Aujourd'hui est mon dernier jour chez Goldman Sachs et, après près de douze ans dans la société (...), je pense avoir compris la trajectoire qu'ont prise sa culture, ses équipes et son identité », a-t-il écrit, décrivant un environnement *« toxique »* et *« destructeur »*.

Se disant écœuré, il dénonce le mépris envers les clients de la banque, traités de *« muppets »* (bouffons), et la logique commerciale – *« une chasse à l'éléphant »* – consistant à vendre les produits les plus lucratifs, bien qu'inappropriés, aux entreprises, fonds d'investissement et grandes fortunes.

Il fait notamment référence à l'affaire Abacus, lorsque Goldman vendait des dérivés de subprimes à ses clients alors qu'elle-même s'en débarrassait en douce.

« Nous sommes loin d'être parfaits », a reconnu Lloyd Blankfein, le PDG de la banque, rappelant toutefois que l'avis d'un collaborateur ne reflétait pas celui de plus de 30 000 salariés.

« Il est facile de tirer sur la banque. Les gens veulent du sang et Goldman Sachs est "la" banque à abattre », commente un ex-salarié de Goldman souhaitant rester anonyme. *« Et qui est cet homme ? »*, s'interroge-t-il.

Son titre, *executive director*, indique que M. Smith ne dirigeait pas d'équipe, position réservée aux *managing directors* ou aux associés. Selon une porte-parole de la banque, il était *vice president* (VP) dans la vente de produits dérivés à Londres. Un poste moins prestigieux qu'il n'y paraît puisqu'il y a 12 000 VP chez Goldman Sachs.

Diplômé de Stanford, M. Smith ne figurait pas non plus dans la promotion du 19 novembre 2011 des 321 nouveaux *managing directors*.

Succession

La réputation de Goldman Sachs a été entachée par différentes affaires (faillite de Lehman, comptes publics grecs), dans lesquelles ses liens avec les gouvernements (aux Etats-Unis ou en Europe) sont apparus ambigus.

Les accusations de M. Smith surviennent alors que la succession de M. Blankfein est ouverte. Elles pourraient fragiliser les favoris Michael Sherwood, patron de M. Smith, et Gary Cohn, le président opérationnel, montré du doigt dans la lettre.

Les banquiers traditionnels, John Weinberg, un responsable des fusions-acquisitions, et David Viniar, directeur financier, pourraient profiter de la controverse. A moins qu'un non « Goldmanite » soit appelé pour tirer un trait sur le passé. ■

CLAIRE GATINOIS